



PREFECTURE INDRE

Arrêté n °2012338-0002

**signé par Jean- Marc GIRAUD, Secrétaire général de la préfecture de l'Indre
le 03 Décembre 2012**

**36 - Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de
l'Indre (DDCSPP)
Service de la Protection des Populations
Unité Protection de l'Environnement**

Arrêté portant transfert au profit de la société
CARRIERES MATERIAUX DU GRAND
OUEST de l'autorisation d'exploiter une
carrière de gneiss sur le territoire de la
commune de PARNAC



PRÉFET DE L'INDRE

Direction départementale de la Cohésion sociale
et de la protection des populations
Protection des populations
Service « Protection de l'Environnement »

ARRETE
portant transfert au profit de la société CARRIERES ET MATERIAUX
DU GRAND OUEST de l'autorisation d'exploiter une carrière
de gneiss sur le territoire de la commune de PARNAC

LE PREFET de l'Indre
Chevalier de la Légion d'honneur

- Vu** le code minier ;
- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le code de l'urbanisme ;
- Vu** le titre II du livre V du code du patrimoine relatif à l'archéologie préventive ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières modifié par l'arrêté du 24 décembre 2009 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 90-E-505 du 4 avril 1990 portant autorisation à la SNC CARRIERES TOUZET d'exploiter une carrière de gneiss sur le territoire de la commune de PARNAC ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 96-E-1800 du 19 juillet 1996 transférant au profit de la société RAMBAUD CARRIERES l'autorisation d'exploiter la carrière susvisée accordée à la SNC CARRIERES TOUZET ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 99-E-2833 du 15 octobre 1999 fixant le montant des garanties financières pour la remise en état de la carrière susvisée ;
- Vu** la demande en date du 14 septembre 2012 présentée par la société CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST en vue d'obtenir le transfert à son profit de l'autorisation accordée à la société RAMBAUD CARRIERES par l'arrêté préfectoral du 19 juillet 1996 susvisé ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 octobre 2012 ;
- Vu** l'avis favorable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites réunie le 15 novembre 2012 ;

Vu la communication du projet d'arrêté, au pétitionnaire, le 19 novembre 2012 qui nous a fait part d'aucune observation à formuler sur ce projet d'arrêté, par mail le 23 novembre 2012 ;

Considérant que les conditions d'exploitation et de remise en état des terrains définies par l'arrêté d'autorisation susvisé du 4 avril 1990 ne seront pas modifiées ;

Considérant que la société CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST dispose des capacités techniques et financières nécessaires pour exploiter la carrière et remettre en état les terrains exploités ;

Considérant que la société CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST s'est engagée à fournir le document justifiant de la constitution des garanties financières pour la remise en état de la carrière dès l'obtention de l'autorisation ;

Sur proposition du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations,

ARRETE

Article 1^{er}. L'autorisation d'exploiter une carrière de gneiss et une installation de premier traitement des matériaux extraits situées sur le territoire de la commune de PARNAC aux lieux-dits « Le Terrier », « la Rochille » et « Les Balets » accordée à la société RAMBAUD CARRIERES par l'arrêté préfectoral susvisé du 19 juillet 1996, est transférée au profit de la société CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST dont le siège social est sis 2, rue Gaspard Coriolis – ZAC de la Chanterrie – BP 10784 – 44307 NANTES Cedex 3

Article 2. Les conditions et mesures imposées au cédant demeurent inchangées.

Le cessionnaire se substitue d'office au cédant dans l'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation d'exploitation susvisée.

Article 3. L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

Article 4. Garanties financières

Les articles 2, 3 et 4 de l'arrêté préfectoral n° 99-E-2833 du 15 octobre 1999 sont remplacés par les trois articles suivants :

« Article 2 : Montant des garanties financières

«Le montant des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 novembre 2004 modifié par l'arrêté du 24 décembre 2009 et relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

A compter de la notification du présent arrêté, l'exploitation est menée en 2 périodes dont le montant des garanties associé à chacune de ces périodes est défini dans le tableau suivant

Périodes	S1 (ha) C1 = 15 555 €/ha*	S2 (ha) C2 = 36290 €/ha*	S3 (ha) C3 = 17 775 €/ha*	Total $\alpha = 1,133$
1 (2012-2014)	3,3	4,64	0,8	265 050 €
2 (2015-2020)	3,3	2,9	0,3	183 438 €

* coûts unitaires : références arrêté ministériel du 24 décembre 2009 - Indice TP01 = 616,5

Actualisation : $\alpha = 698,6$ (indice juin 2012) / 616,5 = 1,133

Les montants indiqués incluent la TVA (19,6%).

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée. »

« **Article 3:** Notification de la constitution des garanties financières

Dans le mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :

- le document justifiant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012. Ce document est établi pour une durée minimale de deux ans.
- la valeur datée du dernier indice TP0.1

Une copie est adressée à l'inspection des installations classées ».

« **Article 4 :** Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les conditions suivantes :

- lors de la constitution des garanties correspondant à la période 2 définie à l'article 2 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01 et ce dans les six mois qui suivent ces variations »

Article 5. Date d'effet du présent arrêté

Le présent arrêté ne prendra effet qu'à la date de réception par le préfet du document justifiant de la constitution des garanties financières pour la remise en état de la carrière.

Article 6. Dispositions diverses

L'administration se réserve le droit de prescrire ultérieurement, après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans sa formation carrières, toute modification que le fonctionnement de l'exploitation rendrait nécessaire dans l'intérêt de la salubrité publique et ce, sans que le titulaire de l'autorisation puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité.

Article 7. Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié à la Société Carrières et matériaux de Grand Ouest, avec copie à Monsieur le sous-préfet du Blanc.

Un avis énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie de l'arrêté est déposée en Mairie sera affiché à la Mairie de Parnac et sera inséré, par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux d'annonces légales.

Article 8. Délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal administratif :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié. Il peut également, dans ce délai, saisir le Préfet d'un recours gracieux. Cette démarche ne prolonge pas le délai de recours contentieux de deux mois.

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou dangers que le fonctionnement de l'installation présente par les intérêts visés aux articles L 211-1 et L 511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas parvenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

L'instruction d'un recours devant le Tribunal administratif impose de s'acquitter d'une contribution de 35 euros par l'apposition d'un timbre fiscal sur la requête ou de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle.

Article 9. Le secrétaire général de la préfecture de l'Indre, le directeur départemental de la l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Région Centre, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le maire de la commune de Parnac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire et au maire de la commune de susvisée.

Pour le préfet
Et par délégation
Le secrétaire général



Jean-Marc GIRAUD